

GUIDE 2012 DE LA FINANCE D'ENTREPRISE INCLUSIVE

UN MANUEL SUR LA MOBILISATION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DE L'INVESTISSEMENT POUR LES MPME EN AFRIQUE



PNUD Initiative africaine pour les marchés inclusifs (AFIM)

Résumé analytique

Dans le cadre de l'engagement de l'AFIM du PNUD à la facilitation de l'accès au financement pour les communautés à faible revenu et des efforts visant à aider ceux qui soutiennent ces communautés, ce Guide pratique sur la mobilisation de la finance d'entreprise inclusive a été élaboré pour servir de ressource pratique et facile à utiliser pour aider les praticiens du développement et les micro, petites et moyennes entreprises, à:

- a) faire la distinction entre les différents segments de marché dans le domaine de la finance d'entreprise inclusive et comprendre les diverses institutions qui fournissent des finances dans chaque segment;
- b) identifier et assurer le financement auprès des institutions financières qui financent les projets en faveur des MPME et les acteurs commerciaux à faible revenu ainsi que faciliter les structures de coopération public-privé pour associer les entreprises du secteur privé aux programmes connexes de l'agenda de développement du secteur public, et les y faire participer; et
- c) identifier et travailler avec les principaux prestataires d'assistance technique et les décideurs qui fournissent le développement des connaissances (formation et programmes éducatifs) aux praticiens du développement du secteur privé des MPME, et promulguer des lois permettant la finance inclusive, respectivement.

Ce guide fournit également des cas d'études d'entreprises de financiers inclusifs et discute des programmes des partenaires récemment développés qui sont engagés dans la promotion d'entreprise de la finance inclusive. Ce guide met également en évidence les entreprises sélectionnées qui sont les principales entreprises de la chaîne de valeur et à travers leur rôle, servent de teneurs de marché et de financiers pour les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) qui agissent en tant que fournisseurs et distributeurs au sein de leurs chaînes de valeur. Il s'agit d'une tendance et d'un phénomène promu par le Pacte mondial des Nations Unies, Business Call to Action, et Business Action for Africa, et que l'AFIM soutient et contribue à promouvoir également.

Ainsi, les lecteurs de ce guide approfondiront leurs connaissances dans le cadre croissant des institutions financières et de programmes émergents pour aider à financer les MPME, et des pratiques commerciales novatrices que de nombreuses entreprises adoptent comme initiatives phares d'investissement social d'affaires et d'entreprise pour aider les intervenants au sein de leurs communautés et de leurs chaînes de valeur d'entreprise à obtenir un financement.

De façon tout aussi importante, les lecteurs de ce guide apprendront sur le nombre significatif de réseaux (hors ligne ainsi que numériques), de plates-formes d'associations institutionnelles et du savoir-faire des institutions à même de fournir d'importantes informations et de servir de sources de référence et de modèles de bonnes pratiques pour ceux qui cherchent à identifier et à attirer des capitaux de la finance d'entreprise inclusive vers leur communauté / pays.

Sur le plan structurel, le guide s'organise comme suit:

Chapitre I, Introduction, fournit des informations générales sur les tendances récentes qui se sont émergées dans la communauté mondiale du développement, et au sein de la communauté mondiale des entreprises, qui ont levé le ton pour accroître les possibilités de partenariat public-privé dans le monde du développement économique aujourd'hui.

Dans le contexte du développement mondial actuel, il y a un intérêt croissant pour la mobilisation de flux de ressources non-traditionnelles tels que les envois de fonds, les taxes sur le carbone et même les ressources nationales, au sein des pays bénéficiaires donateurs (par exemple les taxes domestiques) pour soutenir le financement des programmes et projets de développement. Cette tendance est en partie une réaction à la crise financière mondiale de longue durée qui a entravé la capacité des pays donateurs traditionnels en Europe et en Amérique du Nord à rallier le soutien de leurs contribuables pour soutenir et souscrire les engagements précédemment pris sous forme de gage de contribution au développement. Cependant, c'est aussi indicatif dans l'intérêt croissant des pays bénéficiaires donateurs d'assumer plus de responsabilités dans leurs programmes de développement économique et social.

En plus des celles mentionnées ci-dessus, de nouvelles sources de financement du développement, les bénéficiaires de dons africains se sont également de plus en plus mis en quête de partenariats sud-sud. Les gouvernements africains et les partenaires au développement avec lesquels ils travaillent font beaucoup plus d'efforts, bien qu'ils soient encore résolument modestes, pour engager les entreprises locales et internationales à travailler ensemble afin de les amener à aligner leurs activités d'entreprise et leurs activités d'investissement sociaux de base avec les programmes de développement dans les pays où ils sont actifs. Le but est d'identifier les domaines d'intérêt mutuel à travers des programmes qui appuient et exploitent les objectifs des sociétés, des donateurs et du gouvernement.

Ce qu'il faut, c'est à la fois des bases de données permettant de savoir qui fait quoi, et une compréhension du marché segmenté de la finance inclusive et de la finance des entreprises, de même qu'un aperçu sur la façon d'accéder à et d'attirer ces capitaux, et d'aligner les buts et objectifs de prestataires de services financiers inclusifs - qu'ils soient des institutions financières ou des sociétés - sur les buts et objectifs de programme de développement axés sur les communautés à faible revenu.

L'augmentation du développement de cette compétence chez les praticiens du développement cédera à une augmentation proportionnée de l'efficacité des ressources d'aide mobilisées, et améliorera considérablement la durabilité de la croissance économique et l'inclusivité dans les pays en développement. Soutenir cet exercice de développement et de partage des connaissances est le but de cette publication.

Chapitre II, Comprendre la finance d'entreprise inclusive, donne un aperçu complet de la finance d'entreprise inclusive, intégrant les répercussions sur l'investissement des financements de la chaîne de valeur rurale, agricole, ainsi que les financements des clients, des distributeurs et des fournisseurs - qui sont tous axés sur la promotion de l'inclusion financière et la fourniture de capital aux entrepreneurs et aux micro-, petites et moyennes entreprises.

“L'inclusion financière englobe l'amélioration de la diversité, de la qualité et de la disponibilité des services financiers aux populations mal desservies et celles financièrement exclues”.¹

Dans le cadre de «l'inclusion financière» à dans le but d'entreprise et d'affaires, la «finance inclusive» peut être considéré dans le contexte de «modèles d'entreprise inclusive» qui offrent des solutions d'entreprises durables élargissant l'accès aux biens, aux services et aux moyens de subsistance pour les communautés à faible revenu.

Les modèles entrepreneuriaux inclusifs impliquent faire des affaires avec les populations à faible revenu à n'importe quel point de la chaîne de valeur d'une entreprise, en les intégrant dans l'offre, la production, la distribution et / ou la commercialisation de biens et de services. Cet engagement génère de nouveaux emplois, de nouveaux revenus, de nouvelles compétences techniques et de nouvelles capacités locales. De même, les consommateurs les plus pauvres peuvent bénéficier de produits et de services qui répondent à leurs besoins de façon abordable et appropriée.

En mettant l'accent sur la viabilité commerciale, ces modèles ont démontré une capacité inhérente à être élargis pour mobiliser des milliers, et même, de plus en plus souvent, des millions de personnes pauvres. L'emphase est particulièrement mise sur l'établissement d'une relation par le biais des «activités de base» de l'entreprise, plutôt que sur l'apport d'un soutien philanthropique.

Le concept d'«inclusion financière» se répand de plus en plus, comme étant une façon d'examiner un système financier après qu'il été articulé pour la première fois en 2005, à la fin de l'Année internationale du microcrédit de l'ONU. Un système financier inclusif est un système qui sert tous les clients, pas seulement les clients relativement aisés. Cela implique d'atteindre les clients pauvres et à faible revenu en leur fournissant des produits et des services financiers abordables adaptés à leurs besoins.

Les partisans de la finance inclusive ont réussi à démontrer que les entreprises peuvent saisir les opportunités de croissance pour elles-mêmes, et soutenir le développement économique au sein des communautés à faible revenu, en fournissant de l'intermédiation pour les MPME au sein de leur chaîne de valeur. En particulier, le «chaînon manquant» constitue une lacune importante dans le pool de financement qui existe aujourd'hui, et présente une excellente opportunité pour les

¹ Stein, Peer, “Vers un accès universel: *Addressing the Global Challenge of Financial Inclusion*” (Relever le défi mondial de l'inclusion financière) - Document présenté à la Conférence de haut niveau de la Banque mondiale dans la une conférence à haut niveau en Corée sur la Croissance et le développement de l'après-crise, co-organisée par le Comité présidentiel pour le Sommet du G-20 et la Banque mondiale avec le soutien de l'Institut coréen de politique économique internationale (KIEP), 3-4 juin 2010, à Busan, en Corée

fournisseurs de financement disposés à soutenir les entreprises trop grandes pour bénéficier du microcrédit mais considérées comme trop petites pour obtenir un crédit commercial des banques. Les entreprises peuvent travailler aux côtés de clients cibles pour développer des produits qui répondent aux besoins des clients. Les entreprises avisées bénéficient de l'intégration des MPME et de leur connaissance du marché local dans leurs chaînes de valeur. Elles sont donc en mesure d'utiliser le savoir faire local, d'augmenter les revenus, d'améliorer l'apprentissage, de partager les connaissances et les meilleures pratiques, et d'améliorer leur réputation.

Au Quatrième Forum de haut niveau de l'OCDE sur l'Efficacité de l'aide, organisée à Busan, en Corée en novembre-décembre 2011, le FENU, avec l'appui du Groupe consultatif d'assistance aux pauvres (CGAP) organisé par la Banque Mondiale, a organisé un "mini-débat" pour souligner le lancement d'un nouvel outil d'inclusion financière appelé FIRE - le *Financial Inclusion 'Roadmap Exercise'*, (Exercice de feuille de route de l'inclusion financière), qui est destiné à fournir un cadre de diagnostic et d'action pour accélérer l'inclusion financière.

L'expression «finance inclusive» était initialement, au cours des débats et des discussions, l'un des points et observations émis au sujet de l'expression «finance inclusive» ou «finance d'entreprise» et le plus souvent associé à la 'micro finance' comme lors de son invention en 2005. Cependant, aujourd'hui, un large group de décideurs financiers sont impliqués à améliorer l'accès au financement et à développer des marchés financiers plus inclusifs. Ainsi, d'un point de sa définition, il n'existe pas de définition ou de description universellement utilisé de la «finance inclusive/finance d'entreprise inclusive». Toutefois, afin d'aider les lecteurs de ce guide à mieux comprendre comment le sujet est destiné à être traité, la finance d'entreprise inclusive devrait englober les formes suivantes de flux de capitaux:

Définir la finance d'entreprise inclusive: La finance d'entreprise inclusive se réfère au financement et autres formes de capital qui soutiennent la création, la croissance et la durabilité des entrepreneurs et des petits exploitants, et des micro, petites et moyennes entreprises, qui étaient auparavant exclus des marchés financiers. Les instruments utilisés en finance d'entreprise inclusive comprennent, mais ne se limitent pas forcément à: la dette, les capitaux propres, les quasi-fonds propres, les subventions, les assurances, les garanties, le financement du développement, et divers instruments et mécanismes de risques partagés. La définition de la finance d'entreprise inclusive va au deal et exclusivement sur les activités de financement réglementés et non réglementés, formels et informels des fournisseurs de services financiers; elle comprend également la fourniture de diverses ressources financières (garanties, prêts, fonds propres, crédit-bail) par des entreprises aux petits exploitants et aux PME comme distributeurs et fournisseurs au sein de leurs chaînes de valeur.

Chapitre III, La sélection de cas sur les modèles de finance d'entreprise inclusive, fournit quelques exemples d'innovations et de partenariats de finance d'entreprise inclusive qui ont été désignés pour fournir des financements aux micro, petites et moyennes entreprises en Afrique. Il s'agit notamment de l'initiative de torréfacteur à café Simon Levelt en Ouganda; de la micro finance de l'Organisation Juhudi Kilimo pour l'initiative de la chaîne de valeur agricole au Kenya; de l'initiative au Kenya sur le transfert de monnaie Vodacom/ Mobile, en Tanzanie et en Afrique du Sud; de la plateforme WIZZIT de prêt mobiles en Afrique du Sud; de l'accent mis par Root Capital focalisé sur les institutions de financement dans le chaînon manquant; et de l'offre par MAP International sur les produits financiers focalisés à faibles revenus offerts en Ouganda.

Chapitre IV - Cinq étapes pour cartographier et accéder le paysage local de la finance d'entreprise inclusive et y accéder, présente un guide étape par étape pour aider les praticiens du développement et les MPME à cartographier et à accéder à leur marché financier local afin d'identifier les fournisseurs et les partenaires du secteur privé pour accéder à la finance inclusive.

Étape 1 – Cartographie du secteur des marchés financiers local

Étape 2 – Cartographie du secteur des partenaires de développement

Étape 3 – Cartographie du secteur de la finance d'entreprise inclusive

Étape 4 – Impliquer le secteur de la finance inclusive

Étape 5 – Forger des partenariats durables avec le secteur privé

Chapitre V, Développer des projets bancables/ de banque et des programmes présentent une vue d'ensemble des composants clés des projets bancables/ de banque réussis, et donne un aperçu sur les questions nécessitant des réponses dans les propositions de projets et dans le développement du cadre de résultats des projets. Les aspects-clés de cet exercice incluent à s'assurer que le projet est bien présenté et de manière compréhensible, montrant l'impact de développement, viabilité financière, saine gestion et la planification d'exécution du projet étant une composante essentielle pour l'obtention de fonds sur l'initiative. Pendant que les praticiens du développement pourraient choisir des services de consultance externes et pour d'autres assistances techniques pour le développement de plans de projet, il est important qu'ils aient une bonne compréhension des éléments qui composent un projet bancable/ de banque.

Ainsi, les composants d'un projet bien présenté sont probables d'inclure les sujets suivants et les réponses détaillées qui suivent aux questions descriptives posées qui sont les suivantes.

- Nom de l'emprunteur potentiel et / ou le nom du projet
- Lieu
- Nom de la société qui parraine le projet et brève description du projet
- Marché
- Aspects techniques
- Matières premières et approvisionnement
- Infrastructure, transports
- Aspects environnementaux
- Organisation et gestion
- Rôle du gouvernement, fiscalité, réglementation, assurances, avantages particuliers
- Plan de financement des coûts de l'investissement du projet
- Évaluation économique et financière
- Risques et mesures de protection
- Annexes

Dans les cas où le projet est plus un projet systémique qu'un projet impliquant une entreprise, il faudra un ensemble différent d'outils de planification de présentation. Le cadre des résultats du projet est l'un des principaux outils développés pour guider le processus de développement du projet.

Le Cadre des résultats est l'aperçu d'un projet à un temps particulier de son développement. Le Cadre initial des résultats préliminaires est révisé en profondeur pendant que de profondes

informations sont recueillies lors de la conception du projet et de sa mise en œuvre. Le Cadre de résultats permet aux planificateurs de:

- Définir les objectifs du projet
- Définir des indicateurs de réussite
- Identifier les groupe-clés en activités
- Définir les hypothèses critiques qui sous-tendent le projet
- Identifier des moyens de vérifier les résultats du projet
- Définir les ressources nécessaires pour la mise en œuvre

Chapitre VI, Exploitations de l'assistance technique de l'ONU en matière de finance d'Entreprise Inclusive, présente trois ressources des Entreprises des affaires importantes inclusives relatives aux techniques locales du système des Nations Unies, Capital des Nations Unies, les fonds des Nations Unies pour le développement du Capital, le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU), le Fonds international pour le développement agricole, et l'Organisation internationale du Travail. Trois autres institutions des Nations Unies, le Département des affaires économiques et sociales (coproducteurs avec le FENU du «Blue Book on building Inclusive Financial Sector» 'Livre bleu sur la construction de secteurs financiers inclusifs', le PNUD (grâce à l'appui de divers programmes de micro financement), et l'UNICEF (dans le cadre de sa focalisation sur l'Innovation pour le développement et de son soutien des innovations d'argent mobile impliquant les téléphones cellulaires et les transferts d'argent et opérations bancaires) sont les principaux défenseurs de la finance inclusive et travaillent en étroite collaboration avec les trois premiers établissements. De même, la FAO, le PAM, le CCI et l'ONUDI intègrent tous l'accès aux initiatives de financement inclusif dans le travail qu'ils réalisent pour soutenir le développement de la chaîne de valeur, la sécurité alimentaire, le développement du commerce inclusif et les programmes d'industrialisation des PMA, respectivement.

Chapitre VII, Conclusion, en dernier, fournit un récapitulatif des développements importants impératif pour les praticiens du développement de s'équiper de l'information et des outils nécessaires aujourd'hui, à la mobilisation de financement d'entreprise inclusive vers le pouvoir d'accélération des entreprises commerciales à faible revenu.

Pour le développement des praticiens chargés d'établir des programmes de support des communautés à faible revenu et ceux cherchant à s'associer à la liste croissante des potentiels décideurs dotés de compétences, de ressources financières et de pouvoir d'achat (c.-à-d. représentant des marchés), il est important d'être à mesure de cartographier l'environnement financier de l'un et d'identifier les fournisseurs de financement et les prospects, partenaires commerciaux ayant eu des intérêts communs à poursuivre avec les partenaires de développement et le gouvernement.

Tout en reconnaissant qu'il existe un certain nombre de ressources institutionnelles et techniques disponibles visant à promouvoir l'inclusion financière, l'objectif recherché de cette publication est de fournir aux praticiens du développement et aux MPME un point de départ facile à comprendre, un guide pratique pour les débutants, et une référence pour les professionnels plus chevronnés – en tout et pour tout, dans le but de les aider à rendre plus efficaces et fructueux leurs efforts pour mobiliser le financement d'entreprise inclusif.